

Léon Trotsky

Peut-on déterminer l'échéance d'une révolution ou d'une contre-révolution ?

Œuvres – 1923

23 septembre 1923

---

Article paru en français dans Correspondance Internationale 3ème année – n° 40, 13 octobre 1923.

Publié pour la première fois en volume en 1924 dans «Pyat Let Kominterna» (Les cinq premières années de l'Internationale Communiste), puis publié dans le Tome 12 de l'Œuvre en russe.

### **Peut-on déterminer l'échéance d'une révolution ou d'une contre-révolution ?**

Naturellement non. Seuls les trains marchent selon un horaire déterminé à l'avance – et encore, pas toujours...»

Il faut toujours de la précision dans la pensée ; il en faut surtout dans les questions de stratégie révolutionnaire. Mais comme les révolutions sont peu fréquentes, les conceptions et les idées révolutionnaires s'alourdissent, les contours s'effacent, il arrive qu'on soulève et résout ces questions graves de façon quelconque.

Mussolini a fait sa "révolution" (sa contre-révolution) à une date déterminée à l'avance. Il a réussi cela parce que le socialisme n'avait pas fait la révolution, quand l'occasion s'en était offerte.

Les fascistes bulgares ont fait leur "révolution" par un coup d'état militaire [1], à une date fixée en même temps que la répartition des rôles.

Le coup de force des officiers espagnols [2] s'est accompli dans des conditions analogues.

Les bouleversements se font généralement ainsi : lorsque les masses déçues de la révolution ou de la démocratie deviennent indifférentes, créant ainsi un terrain politique favorable à l'action à accomplir à une date fixée à l'avance organiquement et techniquement. Il est évident qu'on ne peut pas créer artificiellement une situation politique favorable à une transformation réactionnaire et moins encore lui assigner une certaine date. Si cette situation existe cependant, si ses éléments fondamentaux sont donnés, le parti dirigeant choisi le moment favorable, adapte à la circonstance ses forces politiques, organiques et techniques et porte victorieusement le coup – si, toutefois il ne s'est pas trompé dans ses calculs.

La bourgeoisie n'a pas toujours fait des contre-révolutions. Elle a aussi fait, par le passé des révolutions. En avait-elle déterminé d'avance les dates ? Il serait intéressant et instructif à bien des points d'examiner le développement des révolutions bourgeoises classiques sous cet angle (un sujet pour nos jeunes savants marxistes). On peut, toutefois constater sans cette analyse détaillée quels sont les éléments fondamentaux de la question. La bourgeoisie possédante et instruite, c'est-à-dire la partie du "peuple", qui a conquis le pouvoir, n'a pas fait la révolution, elle a attendu que la révolution fut faite. Quand le mouvement des masses inférieures devint irrésistible et que l'ancien ordre social, l'ancien régime politique s'effondra, la bourgeoisie libérale assumait le pouvoir presque automatiquement. Les savants libéraux ont qualifié ces révolutions de «naturelles» et d'inévitables ; ils ont érigé en lois historiques des lieux communs : révolution et contre-révolution (action et réaction), ont-ils senti, sont des produits naturels du développement historique et ne peuvent, par conséquent, pas se conformer au calendrier, – etc. Ces lois n'ont jamais empêché jusqu'ici des coups de forces contre-révolutionnaires bien préparés de s'accomplir avec succès. Mais le flou de la pensée bourgeoise pénétrant déjà dans la tête de révolutionnaires, y cause de grands ravages et un préjudice pratique...

Même les révolutions bourgeoises ne sont pas développées dans toutes leurs étapes selon les lois

«naturelles» des savants libéraux : lorsque la démocratie petite-bourgeoise, plébéienne renversa le libéralisme, ce fut par des conspirations et des soulèvements préparés à l'avance, fixés à une certaine date. C'est ce qu'ont fait les jacobins – extrême-gauche de la révolution française. C'est fort compréhensible. La bourgeoisie libérale (française en 1789, russe en février 1917) se contenta d'attendre un puissant mouvement spontané, pour y jeter au dernier moment sa richesse dans la balance et s'emparer sans coup férir du pouvoir. La démocratie petite-bourgeoise doit avancer différemment dans des conditions en général semblables : elle ne dispose ni de grandes richesses, ni d'une influence sociale étendue, ni de relations précieuses. Elle est tenue d'y substituer un plan soigneusement préparé de bouleversement révolutionnaire. Un plan suppose une certaine organisation du temps et, partant, un terme fixe.

Ceci se rapporte d'autant plus à la révolution prolétarienne. Le parti communiste ne peut pas prendre une position expectative envers le mouvement révolutionnaire croissant du prolétariat. L'attitude du menchevisme consiste à empêcher la révolution tant que celle-ci se développe, à profiter de ses succès s'ils sont à peu près décisifs, et à tout faire pour les enrayer. Le Parti Communiste ne peut pas prendre le pouvoir en profitant d'un mouvement révolutionnaire dont il serait resté à l'écart ; il doit le prendre par la direction politique, organique et militaire, technique, directe, immédiate des masses révolutionnaires dans la période difficile de la préparation comme au moment de l'action décisive. C'est pourquoi le P.C. ne peut rien commencer en s'inspirant d'une loi historique libérale selon laquelle les révolutions se font, sans être faites, sans pouvoir être fixées à l'avance... C'est juste du point de vue de l'observateur ; du point de vue du chef, c'est un lieu commun.

Supposons un pays dans lequel les conditions politiques de la révolution prolétarienne sont réellement mûres ou mûrissent visiblement chaque jour. Quelle y sera l'attitude du Parti Communiste vis-à-vis de la question du soulèvement à date fixe ?

Si le pays traverse une profonde crise, si les antagonismes de classes y sont aggravés à l'extrême, si les masses laborieuses y sont en constante effervescence, si le parti est suivi de la majorité évidente des travailleurs, donc de tous les éléments actifs, conscients et dévoués du prolétariat, le parti doit fixer un moment, aussi proche que possible jusques auquel la situation révolutionnaire ne peut pas se retourner sensiblement contre nous, puis concentrer les forces essentielles à la préparation de la lutte finale, mettre toute la politique et l'organisation courantes au service du but militaire afin d'oser finalement, par la concentration des forces, le coup décisif.

Pour ne pas avoir affaire à un pays abstrait, reportons-nous à la révolution d'octobre. La Russie traversait une profonde crise nationale et internationale. L'Etat y était paralysé. Les travailleurs affluaient à notre parti. Depuis qu'une majorité bolcheviste s'était formée au soviet de Pétrograd, puis au soviet de Moscou, le parti était placé non pas devant la lutte pour le pouvoir en général, mais devant la préparation de la prise du pouvoir conformément à un plan déterminé et à une date déterminée. Cette date fut fixée à l'ouverture du Congrès panrusse des Soviets. Une partie des membres du Comité Central de notre parti était d'avis qu'il fallait fixer l'attaque à ce moment politique. D'autres craignaient que la bourgeoisie ne se préparât dans l'intervalle et ne put dissoudre le congrès ; ils demandaient d'en hâter la convocation. La résolution du Comité Central fixa la date du soulèvement armé au 15 octobre au plus tard. Cette résolution fut appliquée avec un retard de dix jours, les préparatifs et l'agitation nous ayant confirmé qu'un malentendu se produisait dans les masses ouvrières au sujet d'un soulèvement indépendant du congrès des soviets ; les masses rattachaient la prise du pouvoir aux soviets et non pas au parti et à ses organisations clandestines. D'autre part, et c'était évident, la bourgeoisie était trop démoralisée pour préparer en deux ou trois semaines une résistance sérieuse.

La question militaire se posa devant nous dans toute sa nudité de calendrier après que le parti eût conquis le pouvoir dans les soviets dirigeants et se fût ainsi assuré les positions politiques fondamentales pour la prise du pouvoir. Avant que nous n'eussions la majorité notre plan organique-technique était plus ou moins conditionnel et plus ou moins élatique. Les soviets étaient le baromètre de notre influence révolutionnaire : or, ils avaient été créés par les mencheviks et les s.r.

Plus tard, ils dépouillèrent l'enveloppe de leur activité conspirative et devinrent – après la prise du pouvoir – des organes de gouvernement.

Quelle aurait été notre stratégie si nous n'avions pas eu les soviets ? Nous aurions dû nous tourner vers d'autres moyens de notre influence révolutionnaire : syndicats, grèves, manifestations dans la rue, élections démocratiques variées. Quoique les soviets donnassent à l'époque révolutionnaire la mesure la plus sûre de l'activité réelle des masses, nous aurions eu, sans eux, la possibilité de nous assurer à quel moment la majorité réelle de la classe ouvrière et des populations laborieuses eut été derrière nous. A ce moment, nous aurions dû lancer le mot d'ordre de formations des soviets posant ainsi même toute la question sur le terrain d'une décision militaire ; et nous aurions dû disposer à cette heure-là, d'un plan précis du soulèvement armé pour une date déterminée.

Si la majorité des travailleurs eut été pour nous, du moins dans les centres et les régions d'une importance décisive, la formation des soviets à la suite de notre appel eut été assurée. Les villes et les provinces plus arriérées eussent suivi plus ou moins rapidement l'exemple des centres dirigeants. Nous eussions eu le devoir politique de fixer un congrès des soviets et de lui assurer par la force des armes le pouvoir. Il est évident que ce sont là les deux aspects d'un même devoir.

Supposons que notre Comité Central se fût réuni pour prendre une décisions suprême dans une situation comme celle qui vient d'être esquissée, les soviets n'existant pas, les masses étant effervescentes, sans nous assurer encore une majorité écrasante et nette. Quel eut été alors notre plan d'action ? Aurions-nous fixé l'échéance insurrectionnelle ?

La réponse ressort de tout ce qui précède : « nous ne disposons pas encore d'une majorité absolue. Mais la révolutionnarisation des masses va si vite que la majorité combative et résolue qui nous est indispensable paraît devoir être formée dans quelques semaines. Supposons qu'il nous faille un mois pour conquérir la majorité ouvrière à Pétrograd, à Moscou, dans le Donetz ; assignons-nous cette tâche et concentrons sur ces points les forces nécessaires. Aussitôt que la majorité sera conquise – nous examinons la situation au du mois – nous inviterons les masses à constituer des soviets. Il y faudra tout au plus une, deux, trois semaines pour Pétrograd, Moscou et le Donetz ; on peut compter avec certitude que les autres villes et provinces suivront l'exemple du centre au bout de deux à trois semaines. Il nous faut ainsi environ un mois pour étendre le réseau des soviets. L'organisation en prendra 15 jours : jusqu'au congrès. Dans ce délai nous devons préparer la prise du pouvoir – et prendre le pouvoir. »

C'est en rapport avec cet état de choses que nous eussions assigné à notre organisation militaire un programme nécessitant deux mois et demi au plus de travail pour la préparation du soulèvement à Pétrograd, à Moscou, aux nœuds des chemins de fer, etc. Je parle au conditionnel, car en réalité, si nous n'avons pas trop mal opéré, ce n'a pas été avec tant de méthode, non que les « lois historiques » nous troublaient, mais parce que nous faisions, pour la première fois, un soulèvement prolétarien.

Mais ne peut-on pas se tromper dans ses calculs ?

La conquête du pouvoir est une guerre, et dans toute guerre il peut y avoir des revers et des victoires. En tout cas cette voie mène au but par le chemin le plus direct, c'est-à-dire porte au maximum les chances de victoire. En effet, si nous eussions constaté au bout d'un mois après la prise de notre révolution n'avoir pas encore avec nous la majorité des travailleurs, nous n'eussions pas émis de mot d'ordre de constitution des soviets, l'idée restant seulement dans l'air (nous supposons toujours que les s.r. et les mencheviks sont contre les soviets). Au contraire, si nous eussions eu au bout de 15 jours une majorité ouvrière combative et décisive, l'échéance du soulèvement décisif eût été rapprochée d'autant. De même pour les 2ème et 3ème étapes de ce plan schématique : formation de soviets et convocation du congrès panrusse. Nous n'eussions pas émis le mot d'ordre d'un congrès des soviets avant la naissance de soviets dans les centres les plus importants. De cette façon la réalisation de chaque étape est préparée et assurée par celle des étapes antérieures. Les travaux militaires préparatoires vont de pair avec des actions rigoureusement fixées à l'avance. Le parti tient bien en main son mécanisme de combat. – Certes, il se produit au cours d'une révolution bien des faits inattendus, spontanés, imprévisibles ; nous devons compter avec ces

éventualités et nous y adapter ; nous y arriverons avec d'autant plus de succès et une certitude d'autant plus grande que le plan de notre conspiration sera bien mieux élaboré.

La révolution a une grande force improvisatrice ; elle n'improvise jamais rien de bon pour les fatalistes, les imbéciles et les fainéants. Ce qu'il faut pour y vaincre c'est une juste orientation politique, de l'organisation et la volonté de porter le coup décisif.

---

#### Notes de Trotsky

[1] Le complot militaire Bulgare mené par les cercles contre-révolutionnaires eut lieu au cours de l'été 1923. Le coup avait été préparé longtemps à l'avance et son succès été assuré par l'instabilité et l'indécision du gouvernement du parti paysan de Stamboulesky et la politique erronée de «retenue» du parti communiste.

[2] La révolution espagnole» qui plaça Primo de Rivera à la tête du gouvernement fasciste, eut lieu, sous la houlette des cercles les plus agressifs de la bourgeoisie espagnole, le 13 septembre 1923.